

QUE le présent décret remplace le décret numéro 1225-95 du 13 septembre 1995.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

75936

Gouvernement du Québec

## Décret 1424-2021, 10 novembre 2021

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 2 400 000 \$ à Sous-Traitance Industrielle, Québec (STIQ), au cours de l'exercice financier 2021-2022, pour la réalisation du projet Podium Manufacturier

ATTENDU QUE Sous-Traitance Industrielle, Québec (STIQ) est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38);

ATTENDU QUE le projet Podium Manufacturier de Sous-Traitance Industrielle, Québec (STIQ), s'inscrit dans le cadre de l'initiative gouvernementale énoncée dans Le point sur la situation économique et financière du Québec de l'automne 2020 visant à développer des chaînes d'approvisionnement locales;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation (chapitre M-14.1), dans l'exercice de ses responsabilités et en prenant charge de la coordination des acteurs concernés, le ministre de l'Économie et de l'Innovation peut notamment conclure des ententes avec toute personne, association, société ou tout organisme;

ATTENDU QUE, en vertu des premier et deuxième alinéas de l'article 4 de cette loi, le ministre doit établir des objectifs et élaborer des politiques, des stratégies de développement et des programmes propres à assurer l'accomplissement de sa mission, et ce, en favorisant la synergie des acteurs concernés, que ces objectifs, politiques, stratégies de développement et programmes doivent tenir compte des caractéristiques propres aux régions visées, et qu'il peut, de plus, prendre à cette fin toutes autres mesures utiles, et peut notamment, offrir, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales, et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son accompagnement aux entrepreneurs ainsi que son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Économie et de l'Innovation à octroyer une subvention d'un montant maximal de 2 400 000 \$ à Sous-Traitance,

Industrielle Québec (STIQ), au cours de l'exercice financier 2021-2022, pour la réalisation du projet Podium Manufacturier;

ATTENDU QUE les modalités et les conditions de cette subvention seront établies dans une convention de subvention à être conclue entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et Sous-Traitance Industrielle, Québec (STIQ), laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation soit autorisé à octroyer une subvention d'un montant maximal de 2 400 000 \$ à Sous-Traitance Industrielle, Québec (STIQ), au cours de l'exercice financier 2021-2022, pour la réalisation du projet Podium Manufacturier;

QUE cette subvention soit octroyée selon les conditions et les modalités qui seront établies dans une convention de subvention à être conclue entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et Sous-Traitance Industrielle, Québec (STIQ), laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

75937

Gouvernement du Québec

## Décret 1425-2021, 10 novembre 2021

CONCERNANT l'Entente relative à l'extension de la compétence territoriale de la cour municipale de la Ville de Saint-Jérôme

ATTENDU QUE les villes de Prévost et de Saint-Jérôme sont parties à l'Entente portant sur l'établissement d'une cour municipale commune par l'extension de la compétence de la cour municipale de Saint-Jérôme;

ATTENDU QUE les parties à cette entente désirent conclure l'Entente relative à l'extension de la compétence territoriale de la cour municipale de la Ville de Saint-Jérôme afin de prévoir de nouvelles conditions;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 24 de la Loi sur les cours municipales (chapitre C-72.01) une modification à une entente est soumise aux formalités du chapitre II de cette loi portant sur l'établissement d'une cour municipale;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 20 de cette loi lorsque le règlement porte sur la conclusion d'une entente, seule celle-ci est soumise à l'approbation du gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 21 de cette loi une copie certifiée conforme du règlement et, s'il y a lieu, de l'entente est transmise au ministre de la Justice et la municipalité en avise la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 23 de cette loi sur la recommandation du ministre de la Justice qui consulte la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, le gouvernement peut approuver l'entente;

ATTENDU QUE, lors d'une séance de leur conseil tenue respectivement le 9 décembre 2019 et le 19 novembre 2019, les villes de Prévost et de Saint-Jérôme ont dûment adopté les règlements numéros 769 et 0893-000 autorisant la conclusion d'une entente modifiant l'entente relative à la cour municipale commune de la Ville de Saint-Jérôme;

ATTENDU QUE les villes de Prévost et Saint-Jérôme ont dûment signé l'Entente relative à l'extension de la compétence territoriale de la cour municipale de la Ville de Saint-Jérôme;

ATTENDU QU'une copie certifiée conforme des règlements municipaux dûment adoptés et de cette entente a été transmise au ministre de la Justice et que la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation a été avisée et consultée;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 23 de cette loi l'entente entre en vigueur le quinzième jour qui suit la publication du décret du gouvernement à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE l'Entente relative à l'extension de la compétence territoriale de la cour municipale de la Ville de Saint-Jérôme, jointe à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvée.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

75938

Gouvernement du Québec

## **Décret 1426-2021, 10 novembre 2021**

CONCERNANT la modification du statut de membres du Tribunal administratif du Québec

ATTENDU QUE l'article 38 de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) prévoit que le Tribunal administratif du Québec est composé de membres indépendants et impartiaux nommés durant bonne conduite par le gouvernement qui en détermine le nombre en tenant compte des besoins du Tribunal;

ATTENDU QUE l'article 57 de cette loi prévoit que le gouvernement fixe, conformément au règlement édicté en application de l'article 56 de cette loi, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres du Tribunal;

ATTENDU QUE madame Natalie Lejeune a été nommée membre avocate du Tribunal administratif du Québec, affectée à la section des affaires sociales, par le décret numéro 76-2009 du 28 janvier 2009;

ATTENDU QUE madame Carole Beaulieu a été nommée membre travailleuse sociale du Tribunal administratif du Québec, affectée à la section des affaires sociales, par le décret numéro 618-2016 du 29 juin 2016;

ATTENDU QUE les besoins du Tribunal requièrent que mesdames Carole Beaulieu et Natalie Lejeune continuent d'exercer leurs fonctions à titre de membres à temps partiel;

ATTENDU QUE mesdames Carole Beaulieu et Natalie Lejeune ont été consultées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE madame Carole Beaulieu exerce ses fonctions comme membre travailleuse sociale à temps partiel du Tribunal administratif du Québec, affectée à la section des affaires sociales, à compter du 1<sup>er</sup> février 2022;